leur responsabilité résultant de la mauvaise exécution de leur contrat. (*Roberge & Talbot*, 4 C. S., 451) vu les articles 1688 et 2259 du Code civil;

“Considérant que la réception des travaux ne décharge pas l'entrepreneur de sa responsabilité décennale, relativement aux vices de construction des ouvrages qu'il a faits. (2 *Guilouard*, n. 872, *Duranton*, t. 17, n. 155);

“Considérant que l'acceptation des travaux faits par les défendeurs en garantie en 1909, au no 313 de la rue Bleury n'est pas une défense valable en loi à l'action de la demanderesse en garantie;

“Considérant que la responsabilité relative à la qualité des matériaux pèse uniquement sur l'entrepreneur qui les fournit, vu qu'il est, à leur égard, un vendeur qui, suivant l'article 1521 du Code civil, est tenu de la garantie à raison des vices cachés de la chose vendue, la rendant impropre à l'usage auquel on la destine;

“Considérant que par leur contrat avec la demanderesse en garantie, les défendeurs en garantie étaient obligés de faire à l'immeuble no 313 de la rue Bleury, un plafond solide;

“Considérant qu'il est en preuve que la qualité des matériaux employés par les défendeurs en garantie était inférieure et qu'il n'y avait pas suffisamment de poil dans le mortier, d'après le résultat de l'analyse qui en a été faite, tandis qu'il y avait trop de chaux pour qu'il puisse s'adapter, s'attacher et tenir à la latte;

“Considérant qu'un bon plâtre, d'après la preuve et les faits au dossier, aurait pu résister au choc et à la vibration causée par l'emploi des machines à vapeur dans le creusage des fondations de la bâtisse érigée par la demanderesse en garantie;

“Considérant que les plafonds des maisons voisines du no 313 de la rue Bleury ne sont pas tombés si ce n'est